



Plan de lutte contre l'intimidation et la violence

POUR UN MILIEU D'APPRENTISSAGE SAIN ET SÉCURITAIRE

École La Colombe

Année scolaire 2026-2027

Table des matières

Introduction.....	1
Définitions	2
Information générale	3
Éléments du plan de lutte (LIP, art. 75.1)	6
1. Analyse de la situation	6
2. Mesures de prévention	8
3. Collaboration avec les parents.....	8
4. Modalités pour effectuer un signalement ou pour formuler une plainte	10
5. Actions à entreprendre à la suite d'un acte d'intimidation ou de violence.....	13
6. Confidentialité.....	15
7. Mesures de soutien ou d'encadrement	18
8. Sanctions disciplinaires	20
9. Suivi des signalements et des plaintes	21
Autres actions spécifiques aux violences à caractère sexuel.....	22
Ressources.....	24
Autre information importante	25

Introduction

Pour préciser les devoirs et les responsabilités des établissements d'enseignement et de tous les acteurs scolaires concernés par des situations de violence et d'intimidation, la *Loi sur l'instruction publique* (RLRQ, chapitre I-13.3, ci-après « LIP ») demande à chaque établissement d'enseignement d'élaborer un **plan de lutte** dont l'objectif est de **prévenir** et de **contrer** toute forme d'intimidation et de violence et, plus précisément, de faire de l'établissement d'enseignement un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire, de manière à ce que tout élève qui le fréquente puisse y développer son plein potentiel, à l'abri de toute forme d'intimidation ou de violence. De plus, l'adoption de la *Loi sur le protecteur national de l'élève* (L.Q. 2022, chapitre 17, ci-après « LPNE ») a entraîné d'autres modifications à la LIP.

Ainsi, la LIP prévoit notamment ce qui suit :

- Le plan de lutte contre l'intimidation et la violence a principalement pour objet de prévenir et de contrer toute forme d'intimidation et de violence à l'endroit d'un élève, d'un enseignant et de tout autre membre du personnel de l'école (LIP, art. 75.1);
- Le directeur de l'établissement d'enseignement voit à la mise en œuvre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence. Il traite avec diligence tout signalement et toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence qu'il reçoit ou que le protecteur régional de l'élève lui transmet (LIP, art. 96.12). Le directeur de l'établissement d'enseignement assiste le conseil d'établissement dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs et, à cette fin, il coordonne l'élaboration, la révision et, le cas échéant, l'actualisation du plan de lutte contre l'intimidation et la violence (LIP, art. 96.13). Le directeur de l'établissement d'enseignement voit à ce que tous les membres du personnel de l'établissement soient informés des règles de conduite et des mesures de sécurité de l'établissement, des mesures de prévention établies pour contrer l'intimidation et la violence et de la procédure applicable lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté (LIP, art. 96.21);
- Tout membre du personnel d'un établissement d'enseignement doit collaborer à la mise en œuvre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence et veiller à ce qu'aucun élève de l'établissement d'enseignement auquel il est affecté ne soit victime d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.3);
- Un document expliquant le plan de lutte contre l'intimidation et la violence est distribué aux parents. Le conseil d'établissement veille à ce que ce document soit rédigé de manière claire et accessible. Ce document doit faire état de la possibilité d'effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel au protecteur régional de l'élève et de la possibilité pour une personne insatisfaite du suivi donné à une plainte faite auprès de l'établissement de se prévaloir de la procédure de traitement des plaintes prévue par la *Loi sur le protecteur national de l'élève* (LIP, art. 75.1);
- Le plan de lutte contre l'intimidation et la violence est révisé annuellement et, le cas échéant, il est actualisé. Le directeur de l'établissement d'enseignement transmet une copie du plan de lutte et de son actualisation au protecteur national de l'élève (LIP, art. 75.1);
- Le conseil d'établissement procède annuellement à l'évaluation des résultats de l'établissement d'enseignement au regard de la lutte contre l'intimidation et la violence (LIP, art. 83.1).

Définitions

Conflit, violence, intimidation ou violence à caractère sexuel?

Conflit	Mésentente ou un désaccord entre deux ou plusieurs personnes qui ne partagent pas le même point de vue, les mêmes valeurs ou les mêmes intérêts. Il n'y a aucune victime, même si les personnes peuvent se sentir perdantes. Un conflit peut se régler soit par la négociation, soit par la médiation. <i>adapté de : Diane PRUD'HOMME, Violence entre enfants : casse-tête pour les parents, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2008.</i>
Violence	Toute manifestation de force, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle, exercée intentionnellement contre une personne, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens (LIP, art. 13).
Intimidation	Tout comportement, parole, acte ou geste délibéré ou non à caractère répétitif, exprimé directement ou indirectement, y compris dans le cyberspace, dans un contexte caractérisé par l'inégalité des rapports de force entre les personnes concernées, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse et de léser, blesser, opprimer ou ostraciser (LIP, art. 13).
Violence à caractère sexuel	La <i>Loi sur l'instruction publique</i> ne définit pas la violence à caractère sexuel. Néanmoins, il est suggéré de se référer au texte suivant : La notion de violence à caractère sexuel s'entend de toute forme de violence commise par le biais de pratiques sexuelles ou en ciblant la sexualité, dont l'agression sexuelle. Cette notion s'entend également de toute autre inconduite qui se manifeste notamment par des gestes, paroles, comportements ou attitudes à connotation sexuelle non désirés, incluant celle relative aux diversités sexuelles ou de genre, exprimés directement ou indirectement, y compris par un moyen technologique (<i>Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur</i> [RLRQ, chapitre P-22.1]).

Information générale

Caractéristiques de l'établissement d'enseignement

Nom de l'établissement	École Boijoli
Nom de la directrice de l'établissement	Brigitte Côté
Ordre d'enseignement	Préscolaire, primaire
Nombre d'élèves	4 élèves au préscolaire et 11 élèves au primaire
Autres caractéristiques	Indice de défavorisation : 9
Valeurs identifiées dans le projet éducatif	Bienveillance/respect, collaboration, autonomie
Objectif(s) du projet éducatif en lien avec le plan de lutte	Améliorer la perception des élèves relativement à la qualité des relations entre eux et envers l'adulte (interactions positives). Diminuer le nombre d'agirs majeurs (le nombre d'événements de violence) en agissant en prévention.

Information sur le comité

Nom et fonction de la personne chargée de coordonner les travaux du comité	Brigitte Côté, direction de l'établissement
--	---

Membres du comité

Comité CVI

- Ariane Bérubé, psychoéducatrice
- Amélie Duchesne, technicienne en sdg

- 3 enseignants
- 3 TES

Mandat(s) du comité

- S'assurer de la mise à jour du plan de lutte;
- Proposer des activités de sensibilisation et de prévention;
- Proposer des activités de formation pour les membres du personnel;
- S'assurer du respect du processus en lien avec la déclaration avec violence et intimidation;
- Identifier des priorités et des recommandations.

Fréquence des rencontres du comité

Le comité se rencontre 3 fois par année. Une fois en début d'année, au retour des fêtes et à la fin de l'année afin d'émettre les recommandations pour l'année suivante et de rédiger le bilan.

Engagements

Envers l'élève victime et ses parents

Moi, Brigitte Côté directrice de l'établissement La Colombe , je m'engage à m'assurer que les moyens seront mis en place, soit :

- Prendre en charge rapidement les événements;
- S'assurer de l'application des étapes du plan de lutte par le personnel de l'école;
- Faire les suivis nécessaires pour que la situation cesse et ne se reproduise plus;
- Donner du soutien à la victime et informer les parents.

Auprès de l'élève auteur et de ses parents

Moi, Brigitte Côté directrice de l'établissement La Colombe , je m'engage à m'assurer que les moyens seront mis en place, soit :

- Appliquer le plan de lutte;
- Donner du soutien à l'élève et valider les besoins (gestion des émotions, ateliers sur la résolution de conflits, etc.);
- S'assurer de faire un suivi afin que la situation cesse et ne se reproduise plus;
- Informer les parents tout au long de la démarche, travailler de concertation.

Éléments du plan de lutte (LIP, art. 75.1)

1. Analyse de la situation

Analyse de la situation de l'établissement d'enseignement au regard des actes d'intimidation et de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 1°)

Moment de la collecte de données, outil(s) utilisé(s) pour réaliser le portrait et informations recueillies

Outils utilisés pour réaliser le portrait:

Consultation du conseil d'établissement sur la sécurité et le bien-être des élèves ainsi que l'utilisation des écrans et médias sociaux (3e année à 6e année) FORMS;
Questionnaire COMPASS-secondaire.
Compilation des événements CVI dans la plate-forme EVIO.
Compilation des événements de violence réactive et d'agirs majeurs à l'aide de fiche.

Constats dégagés au regard de l'analyse de la situation actuelle

Forces :

- Bonne collaboration entre l'école, les familles et la communauté;
- La relation entre les adultes et les élèves est positive.
- Les situations sont rapidement prises en charge.
- L'arrivée des éducateurs en milieu scolaire facilite l'arrimage entre l'école et le service de garde.
- Rappels fréquents des trajectoires et étapes à suivre en lien avec le plan de lutte.
- Programme Hors-Piste diffusé à tous les niveaux au primaire.

Défis :

- Cohérence règles, de leur application et des interventions. Application uniforme du mode de vie.
- Utiliser les bonnes stratégies pour intervenir et mieux gérer les conflits.
- Assurer la poursuite du modelage des comportements.
- Assurer une surveillance active lors des récréations.
- Maintenir des canaux de communication efficaces entre la direction, le personnel, les élèves, les parents et les partenaires.

- Maintenir l'enseignement explicite des comportements positifs.

Constats spécifiques concernant la violence à caractère sexuel, s'il y a lieu

Cette année le personnel a été formé afin d'être en mesure de suivre la trajectoire d'interventions et d'être apte à recevoir un dévoilement. Aucun événement de violence à caractère sexuel a été colligé pour l'année 2025-2026.

- Rappels réguliers de la trajectoire à suivre.

Priorités en lien avec le portrait et l'analyse de la situation

Objectif 1 : D'ici juin 2027, diminuer le nombre de situations observées par les élèves se caractérisant par des insultes ou du langage grossier.

Moyens à mettre en place

- Poursuivre la mise en place de l'approche du soutien au comportement positif;
- Enseigner les comportements à adopter par des enseignements explicites;
- Valoriser les élèves ayant des interactions positives.

Objectif 2 : D'ici juin 2027, diminuer le nombre d'agirs majeurs (événements de violence) en agissant en prévention.

Moyens à mettre en place

- Poursuite du programme Hors-Piste (compétences socio-émotionnelles);
- Remettre une fiche d'agir lorsqu'il y a un geste de violence;
- Mettre en place des moyens pour les élèves où il y a récurrence;
- S'assurer de comptabiliser les agirs.

Priorités spécifiques concernant la violence à caractère sexuel, s'il y a lieu

Objectif : D'ici juin 2027, sensibiliser les élèves aux comportements sexualisés.

- Faire des ateliers de prévention;

- Enseigner les contenus d'éducation à la sexualité en lien avec le programme CCQ.

2. Mesures de prévention

Mesures de prévention visant à contrer toute forme d'intimidation ou de violence motivée, notamment, par le racisme, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'homophobie, un handicap ou une caractéristique physique (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 2°)

L'intimidation et la violence basée sur ces motifs sont peu présents dans l'école. Par ailleurs, pour nous, cela demeure une priorité. Nous remarquons plus de propos à caractère ethnique ou raciste au secondaire. On banalise parfois la portée des mots. Nous souhaitons poursuivre la sensibilisation auprès des élèves, car nous croyons qu'il est primordial que nos jeunes soient ouverts et respectueux même si nous n'accueillons pas beaucoup de jeunes issus de l'immigration.

- Activités de sensibilisation par le programme CCQ.

Mesures de prévention spécifiques mises en place pour contrer la violence à caractère sexuel

- Diffusion de la trajectoire aux membres du personnel;
- Outiller les membres du personnel afin qu'ils soient en mesure de discerner les comportements sexualisés en milieu scolaire (ex : arbre décisionnel de la fondation Marie Vincent);
- Sexto au primaire 3 cycle;
- Sensibilisation auprès des élèves de l'utilisation des médias sociaux en lien avec les VACS (PIMS);
- Présenter des pistes d'intervention lors de présence de comportements sexualisés en milieu scolaire;
- Enseigner les contenus d'éducation à la sexualité en lien avec le programme CCQ.

3. Collaboration avec les parents

Mesures visant à favoriser la collaboration des parents à la lutte contre l'intimidation et la violence et à l'établissement d'un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 3°)

Pratiques en place

- Informer les parents des activités de sensibilisation vécues à l'école;
- Créer un lien chaleureux avec les parents, les impliquer dans la démarche;
- Demander aux parents de prendre connaissance des encadrements de l'école en matière de violence et d'intimidation;
- Communiquer rapidement avec les parents lors de situations problématiques vécues avec leur enfant (se donner une façon de faire commune);
- Au besoin, référer les parents vers des ressources externes;
- Prendre connaissance de notre mode de vie ainsi que du code de civilité.

Pratiques à renforcer

- Diffuser davantage le plan de lutte et le dépliant.

Mesures spécifiques prévues dans le but de favoriser la collaboration des parents à la lutte contre la violence à caractère sexuel

Diffusion du plan de lutte et des étapes suivies en cas de VACS.

Diffuser l'information aux parents de la possibilité d'effectuer une plainte ou un signalement concernant un acte de violence à caractère sexuel.

Information à diffuser

▪ Un document expliquant le plan de lutte est distribué aux parents (LIP, art. 75.1).	▪ Août 2026
▪ Un document faisant état de l'évaluation annuelle des résultats au regard de la lutte contre l'intimidation et la violence est remis aux parents (LIP, art. 83.1).	▪ 16 septembre 2026 (Assemblée générale des parents)
▪ Les règles de conduite et les mesures de sécurité sont transmises aux parents de l'élève au début de l'année scolaire (LIP, art. 76).	▪ Août 2026

▪ Un centre de services scolaire doit, au plus tard le 30 septembre de chaque année, informer les élèves, les enfants et leurs parents de la possibilité de formuler une plainte en application de la procédure de traitement des plaintes prévue par la présente loi (LPNE, art. 21).	▪ Septembre 2026
--	--

Information spécifique à diffuser concernant les violences à caractère sexuel

▪ Incluse dans le plan de lutte	▪ Août 2026
▪ Diffusion de la trajectoire aux membres du personnel	▪ Septembre 2026
▪ N. B. : Dans chaque établissement doit être affiché, de manière visible, un document fourni par le protecteur national de l'élève, expliquant qui peut formuler une plainte en précisant les modalités d'exercice de ce droit. Ce document doit indiquer les coordonnées du protecteur régional de l'élève auquel doivent être acheminées les plaintes. Il permet d'informer les élèves et leurs parents de la possibilité d'effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel au protecteur régional de l'élève (LPNE, art. 21).	▪ Sur le site Internet de l'école

4. Modalités pour effectuer un signalement ou pour formuler une plainte

Modalités applicables pour effectuer un signalement ou pour formuler une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence à l'établissement et, de façon plus particulière, pour dénoncer une utilisation de médias sociaux ou de technologies de communication à des fins de cyberintimidation (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 4°)

Modalités retenues pour effectuer un signalement

Toute situation pouvant être de l'intimidation ou de la violence observée ou dénoncée par un membre du personnel de l'école/centre, du service de garde, du transport, par un élève ou un parent doit être immédiatement signalée à la direction par le document **Avis de manquement majeur**.

À l'intérieur de chaque établissement, il est important que la direction s'assure que la méthode est connue de tous. Ils devront trouver une façon de faire qui permet des dénonciations discrètes et sécuritaires.

Pratiques en place :

1. Se confier à l'adulte;
2. Rencontre avec l'intervenante sociale ou l'éducatrice spécialisée qui prendra en charge la situation.

Le parent/tuteur peut aussi dénoncer une situation. Voici les possibilités :

1. Appel à l'école ou courriel;
2. Remplir un formulaire de dénonciation disponible au secrétariat de l'école ou sur le site internet.

Note : Lorsqu'un membre du personnel est impliqué (auteur, victime ou témoin) dans une situation d'intimidation ou de violence avec un élève, d'autres mesures s'appliquent que le plan de lutte pour l'adulte qui est membre du personnel (référence vers les ressources humaines et syndicat ou autres instances pour adulte).

Modalités retenues pour formuler une plainte

En cas d'insatisfaction quant au suivi donné à un signalement ou à une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence, une personne peut utiliser les modalités suivantes pour formuler une plainte :

- Voir les modalités pour formuler une plainte sur le site du Centre de services scolaire des Phares : [Plaintes – Centre de services scolaire des Phares](#)

N. B. : En outre, la personne qui est insatisfaite du suivi donné à un signalement ou à une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence fait à un directeur d'établissement d'enseignement peut formuler une plainte au responsable du traitement des plaintes (LPNE, art. 24, al. 2).

Modalités spécifiques pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel

- Les modalités inscrites à la section précédente sont également applicables pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel.
- Il est aussi possible d'effectuer **directement** un signalement ou de formuler une plainte au protecteur régional de l'élève (LPNE, art. 33, par. 2°). Cela doit être fait par écrit (LPNE, art. 31) :
 - À l'aide du formulaire en ligne : [Signaler un acte de violence à caractère sexuel commis à l'endroit d'un élève](#);
 - Par téléphone ou par texto : 1 833 420-5233;
 - Par courriel : plaintes-pne@pne.gouv.qc.ca.
 - La personne victime ou ses proches peuvent, en tout temps, signaler la situation à la police ou au directeur de la protection de la jeunesse (DPJ), qu'ils l'aient ou non rapportée à l'établissement d'enseignement ou au protecteur régional de l'élève. Les signalements et les plaintes adressés à l'établissement d'enseignement ne se substituent pas au travail des corps policiers et de la protection de la jeunesse :
 - Coordonnées du DPJ : 1-800-463-9009;
 - Coordonnées du service de police : 418-721-7308.

5. Actions à entreprendre à la suite d'un acte d'intimidation ou de violence

Actions qui doivent être prises lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté par un élève, un enseignant, un autre membre du personnel de l'établissement d'enseignement ou par quelque autre personne ou qu'un signalement ou une plainte est transmis à l'établissement par le protecteur régional de l'élève (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 5°)

Par un élève témoin ou confident	▪ L'élève doit aviser un intervenant de l'école rapidement; ▪ Rencontre rapide de soutien pour l'élève témoin ou confident; ▪ Vérifier sommairement l'état de la victime; ▪ Informer les parents de la situation; ▪ Consigner et transmettre l'information à l'intervenant/direction.
Par le membre du personnel témoin direct ou confident (1^{er} intervenant)	Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation : ▪ Mettre fin au comportement inadéquat rapidement; ▪ Nommer le comportement attendu en lien avec le code de vie éducatif; ▪ Orienter l'élève vers les comportements attendus; ▪ Vérifier sommairement l'état de la victime; ▪ Consigner et transmettre l'information à l'intervenant/direction.
Par la personne responsable du suivi (2^e intervenant)	Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation : ▪ Noter les informations nécessaires et les conserver de façon sécuritaire, notamment en vue de transmettre un rapport sommaire au directeur général, le cas échéant (LIP, art. 96.12); ▪ Évaluer et analyser la situation rapidement (24 heures suivant la réception de la plainte); ▪ Recueillir l'information; ▪ Rencontre la victime, les auteurs et les témoins; ▪ Assurer la sécurité de la victime; ▪ Évaluer la gravité du comportement; ▪ Informer les parents de la situation et les associer à la recherche de solution; ▪ Suivi auprès de victimes et auteurs; ▪ Consigner la situation (EVIO et SOI); ▪ Autres : signalement DPJ, référence à un professionnel, etc.

	N. B. : Noter les informations nécessaires concernant la situation et les conserver de façon sécuritaire.
Par la directrice de l'établissement	N. B. : Le directeur de l'établissement d'enseignement qui est saisi d'une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence doit, après avoir considéré l'intérêt des élèves directement impliqués, communiquer promptement avec leurs parents afin de les informer des mesures prévues dans le plan de lutte contre l'intimidation et la violence. Il doit également les informer de leur droit de demander l'assistance de la personne que le centre de services scolaire a désignée spécialement à cette fin (LIP, art. 96.12). Personne désignée par le centre de service : Secrétariat des ressources éducatives, 418-723-5927 poste 1120 Nom et coordonnées : Brigitte Côté, 418 735-2149 poste 3601

Actions spécifiques à entreprendre lorsqu'un acte de violence à caractère sexuel est constaté

Par un élève témoin ou confident	▪ L'élève doit aviser un intervenant de l'école rapidement; ▪ Rencontre rapide de soutien pour l'élève témoin ou confident; ▪ Vérifier sommairement l'état de la victime; ▪ Informer les parents de la situation; ▪ Consigner et transmettre l'information à l'intervenant/direction.
Par le membre du personnel témoin direct ou confident (1^{er} intervenant)	Tout adulte au sein de l'établissement d'enseignement qui reçoit de l'information concernant une situation de violence à caractère sexuel doit : ▪ Écouter l'élève et le laisser parler librement, en respectant son rythme et ses silences; ▪ Ne pas chercher à diriger la discussion ni à questionner l'élève. ▪ Au besoin, poser uniquement des questions ouvertes comme : «Dis-moi tout sur...» ou «Parle- moi plus de...», en réutilisant les mots de l'élève (ex.: «Parle-moi plus de la personne qui t'a touchée là», «Dis-moi tout sur les jeux secrets»); ▪ Noter les mots de l'élève et ceux de l'adulte confident; ▪ Rassurer l'élève quant à la prise en charge de la situation; ▪ Aviser la direction de son établissement d'enseignement;

	▪ Signaler la situation sans délai au DPJ au numéro suivant : 1-800-463-9009.
Par la personne responsable du suivi (2^e intervenant)	▪ Éviter de faire répéter le dévoilement à l'élève. N. B. : Noter les informations nécessaires concernant la situation et les conserver de façon sécuritaire, notamment en vue de transmettre un rapport sommaire au directeur général et au protecteur régional de l'élève, le cas échéant (LIP, art. 96.12).
Par Erreur ! Source du renvoi introuvable. de l'établissement	▪ S'assurer du respect des étapes de la trajectoire en cas de VACS. ▪ Compléter le EVIO N. B. : Lors d'une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel, le directeur de l'établissement d'enseignement doit en outre informer l'élève victime de la possibilité de s'adresser à la Commission des services juridiques. Lorsque l'élève est âgé de moins de 14 ans, il en informe également ses parents. et, lorsque l'élève est âgé de 14 ans ou plus, il peut, si cet élève y consent, également en informer ses parents (LIP, art. 96.12).
N. B. : Tout membre du personnel scolaire a l'obligation de signaler sans délai au DPJ toutes les situations visées par la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> (LPJ) qui impliquent des mineurs, dont les situations d'abus sexuels ou les risques sérieux d'abus sexuels. De plus, toute personne, peu importe ses fonctions, a l'obligation de signaler sans délai au DPJ toutes les situations d'abus sexuels et d'abus physiques (LPJ, art. 39 et 39.1).	

N. B. : Lorsque la situation implique un membre du personnel de l'établissement d'enseignement, que ce soit à titre de victime, d'auteur ou de témoin d'un geste d'intimidation ou de violence, la direction de l'établissement d'enseignement doit en être informée. Celle-ci devra analyser la situation afin de déterminer les mesures de soutien et d'encadrement ainsi que les sanctions applicables, le cas échéant, dans le respect des encadrements légaux, des conventions collectives applicables et des rôles et responsabilités de l'organisme scolaire. Dans le cas d'un membre du personnel victime ou témoin, la direction devra également transmettre l'information par les mécanismes prévus au sein de son centre de services scolaire.

6. Confidentialité

Mesures visant à assurer la confidentialité de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 6°)

Pratiques en place :

- Rencontre individuelle des élèves concernés;
- Préserver l'anonymat des différents acteurs (auteur, victime et témoin) lors des communications entre les intervenants et avec les parents;
- Sensibiliser le personnel concerné à l'importance de la confidentialité;
- Utilisation des initiales de l'enfant dans les communications professionnelles;
- S'assurer de faire l'intervention dans un lieu approprié afin d'assurer une confidentialité.

Les noms de ceux qui sont venus dénoncer les actes ne seront pas divulgués aux autres élèves impliqués ou aux familles.

- L'échange d'information reste nécessaire pour agir efficacement et assurer la sécurité des élèves dans les différents lieux de l'école. Deux balises permettent de cerner l'absolue nécessité d'échanger une information concernant un élève :
 1. Lorsque cette information vise le développement ou la sécurité de l'élève.
 2. Lorsque l'ignorance de cette information par l'un ou l'autre des intervenants peut causer préjudice à l'élève.

Pratiques à renforcer :

- Donner seulement les informations nécessaires à l'intervention.

N. B. : Les informations relatives aux élèves impliqués dans la situation devront être traitées de manière confidentielle. Par exemple, les informations portant sur la nature des actions ou des sanctions à l'égard de l'élève auteur ne pourraient pas être transmises aux parents de l'élève victime.

Mesures spécifiques de confidentialité à mettre en place lors d'un acte de violence à caractère sexuel

- S'assurer que seulement un minimum d'intervenants ait accès aux informations essentielles;
- Dans le cas d'une divulgation d'abus sexuel, nommer que nous avons l'obligation de signaler à la DPJ.

N. B. : Une violation du secret professionnel est justifiée lorsqu'une personne s'adresse au DPJ pour effectuer un signalement. Il est à noter que l'obligation de signaler au DPJ toutes les situations d'abus sexuels commis envers des enfants et des adolescents s'applique même aux personnes liées par le secret professionnel, sauf exception (LPJ, art. 41).

7. Mesures de soutien ou d'encadrement

Mesures de soutien ou d'encadrement offertes à un élève victime d'un acte d'intimidation ou de violence ainsi que celles offertes à un témoin ou à l'auteur d'un tel acte (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 7°)

Pour l'élève victime	Les mesures de soutien seront déterminées par la direction en collaboration avec l'équipe psychosociale et les membres du personnel impliqués. L'offre de soutien individualisé à la victime en psychoéducation ou en travail social, sera évalué par la direction, et ce, selon les ressources disponibles. ▪ Lors d'une rencontre, accompagner la victime dans la verbalisation de son vécu émotionnel. Il sera aussi important de la rassurer, d'établir un climat de confiance et d'évaluer ses besoins en lien avec la situation. ▪ L'écoute active et l'implication de l'élève dans le processus sont des interventions à prioriser. Assurer un climat et un lien de confiance entre les intervenants et les différents acteurs. Référer les parents/tuteurs des différents acteurs aux services externes offerts dans le milieu afin qu'ils puissent accompagner et soutenir leur enfant efficacement.
Pour l'élève auteur	Les mesures de soutien seront déterminées par la direction en collaboration avec l'équipe psychosociale et les membres du personnel impliqués. ▪ Pour les auteurs, les interventions doivent permettre un apprentissage, le développement de compétences qui lui permettront de développer le comportement attendu. ▪ L'auteur doit se responsabiliser et s'impliquer directement dans la démarche de résolution. ▪ Démarche d'un plan ou protocole d'intervention, s'il y a lieu, selon la récurrence et la gravité des actes. Assurer un climat et un lien de confiance entre les intervenants et les différents acteurs. Référer les parents/tuteurs des différents acteurs aux services externes offerts dans le milieu afin qu'ils puissent accompagner et soutenir leur enfant efficacement.
Pour les élèves témoins	Les mesures de soutien seront déterminées par la direction en collaboration avec l'équipe psychosociale et les membres du personnel impliqués. ▪ En ce qui concerne les témoins, prévoir une rencontre pour rassurer, préciser que la situation sera prise en charge et clarifier que leur témoignage est confidentiel. Évaluer leurs besoins en lien avec la situation. Des mesures telles que : rencontres individuelles, sous-groupes de besoins

	(affirmation de soi, habiletés sociales), souligner leurs bons comportements de dénonciation et l'importance du rôle des témoins, ne pas être témoin spectateur, etc. Assurer un climat et un lien de confiance entre les intervenants et les différents acteurs. Référer les parents/tuteurs des différents acteurs aux services externes offerts dans le milieu afin qu'ils puissent accompagner et soutenir leur enfant efficacement.
--	---

Mesures spécifiques de soutien ou d'encadrement concernant un acte de violence à caractère sexuel

Pour l'élève victime	Aviser la victime d'AVCS de la possibilité de s'adresser à la Commission des services juridiques (communément appelée « Aide juridique »). Noter dès que possible les paroles de l'enfant, ne pas questionner. Signaler dès que possible à la DPJ pour les élèves d'âge mineur sans exception. ▪ Référer à des organisations spécialisées externes; ▪ Offrir des rencontres individuelles de soutien à la gestion des émotions, de l'anxiété et de l'insomnie; ▪ Offrir des outils pour améliorer la concentration et la motivation scolaire; ▪ Application de la trousse SEXTO au secondaire selon le cas; ▪ Accompagnement du policier intervenant en milieu scolaire (PIMS).
Pour l'élève auteur	▪ Référer à des organisations spécialisées externes; ▪ Offrir des rencontres individuelles visant la reconnaissance des actes posés; ▪ Offrir des ateliers individuels ou de groupe sur la curiosité et l'exploration sexuelle saine, le consentement, les relations égalitaires, la gestion de la colère; ▪ Application de la trousse SEXTO au secondaire selon le cas; ▪ Accompagnement du policier intervenant en milieu scolaire (PIMS).
Pour les élèves témoins	▪ S'assurer d'évaluer les besoins individuels; ▪ Offrir des ateliers individuels ou de groupe sur les relations saines et égalitaires;

	▪ Offrir des activités de sensibilisation et d'éducation adressées à l'ensemble des élèves concernés lorsque la situation est connue d'un grand nombre d'élèves au sein de l'école (ex. : un cas de partage non consensuel d'images intimes); ▪ Offrir du soutien psychologique ou émotionnel à la personne ayant reçu un dévoilement et qui en ressent le besoin; ▪ Application de la trousse SEXTO au secondaire selon le cas; ▪ Accompagnement du policier intervenant en milieu scolaire (PIMS).
--	---

8. Sanctions disciplinaires

Sanctions disciplinaires applicables au regard des actes d'intimidation ou de violence selon la gravité ou le caractère répétitif de ces actes (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 8°)

Pratiques en place (gradation des sanctions selon le nombre d'événements et la gravité du geste) : ▪ Gestes réparateurs ▪ Communication avec les parents ▪ Fiche de réflexion ▪ Entente de paix ▪ Retrait de la classe à l'interne ou à l'externe ▪ Travaux communautaires ▪ Rencontre avec la direction avec ou sans les parents ▪ Etc. *Pour davantage de moyens, se référer au document de classification des comportements (agirs majeurs et mineurs).

Sanctions disciplinaires spécifiques possibles au regard des actes de violence à caractère sexuel

▪ Se référer à un professionnel au besoin; ▪ Faire référence au mode de vie et aux actions énumérées ci-haut.
--

9. Suivi des signalements et des plaintes

Suivi qui doit être donné à tout signalement et à toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 9°)

Moyens utilisés

La victime doit être rencontrée pour s'assurer que la situation est bien terminée (intimidation, AVCAS et violence intentionnelle). La personne responsable du suivi ou la direction doit le faire de façon individuelle et confidentielle :

- 2 jours après l'événement;
- 1 semaine après l'événement;
- 1 mois après l'événement.

D'autres personnes peuvent être contactées, selon la situation : témoins, parents, personne qui a signalé la situation, etc.

- Prévoir une rencontre individuelle et confidentielle avec la victime pour s'assurer que la situation est bien terminée (2 jours après l'événement, 1 semaine après l'événement, 1 mois après);
- D'autres personnes peuvent être contactées, selon la situation : témoin, parent/tuteur, personne qui a signalé la situation, etc.;
- Consignation des fiches « Écart de conduite : avis de manquement » ou courriel de suivis reçus pour mes élèves, des autres intervenants, dans un cartable ou autres moyens à cet effet (EVIO);
- Consignation des écarts de conduite, des interventions et résultats dans le SOI (cocher dans SOI le descripteur selon la nature de l'événement);
- Reddition de compte : la direction doit remplir l'avis d'intervention dans une situation de violence ou d'intimidation via ÉVIO et COLLECTINFO.

N. B. : Dès que possible, le directeur de l'établissement d'enseignement transmet au directeur général du centre de services scolaire, au regard de chaque plainte relative à un acte d'intimidation ou de violence dont il est saisi, un rapport sommaire qui fait état de la nature des événements qui se sont produits et du suivi qui leur a été donné (LIP, art. 96.12).

Mesures spécifiques prises pour effectuer le suivi de tout signalement et de toute plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel

Moyens utilisés

La victime doit être rencontrée pour s'assurer que la situation est bien terminée (intimidation, AVCAS et violence intentionnelle). La personne responsable du suivi ou la direction doit le faire de façon individuelle et confidentielle :

- 2 jours après l'événement;
- 1 semaine après l'événement;
- 1 mois après l'événement.

D'autres personnes peuvent être contactées, selon la situation : témoins, parents, personne qui a signalé la situation, etc.

- Prévoir une rencontre individuelle et confidentielle avec la victime pour s'assurer que la situation est bien terminée (2 jours après l'événement, 1 semaine après l'événement, 1 mois après);
- D'autres personnes peuvent être contactées, selon la situation : témoin, parent/tuteur, personne qui a signalé la situation, etc.;
- Consignation des fiches « Écart de conduite : avis de manquement » ou courriel de suivis reçus pour mes élèves, des autres intervenants, dans un cartable ou autres moyens à cet effet (EVIO);
- Consignation des écarts de conduite, des interventions et résultats dans le SOI (cocher dans SOI le descripteur selon la nature de l'événement);
- Reddition de compte : la direction doit remplir l'avis d'intervention dans une situation de violence ou d'intimidation via ÉVIO et COLLECTINFO.

N. B. : Dès que possible, le directeur de l'établissement d'enseignement transmet au directeur général du centre de services scolaire, au regard de chaque signalement relatif à un acte de violence à caractère sexuel dont il est saisi, un rapport sommaire qui fait état de la nature des événements qui se sont produits et du suivi qui leur a été donné. Le rapport concernant un acte de violence à caractère sexuel est également transmis au protecteur régional de l'élève (LIP, art. 96.12).

Autres actions spécifiques aux violences à caractère sexuel

En plus des neuf éléments prévus ci-dessus, le plan de lutte contre l'intimidation et la violence doit consacrer une section distincte aux violences à caractère sexuel. Cette section doit prévoir les éléments ci-dessous (LIP, art. 75.1).

Activités de formation obligatoires pour les membres de la direction et les membres du personnel

Activités de formation obligatoire pour tous les membres du personnel ainsi que la direction;

- Consigner les formations reçues.

Mesures de sécurité visant à contrer les violences à caractère sexuel

- Revoir le plan de surveillance;
- Se référer au porteur de dossier lors de VACS (agente de réadaptation);
- Faire connaître aux élèves et au personnel les ressources disponibles dans l'école à cet effet.

Ressources

Ressource

- Arbre décisionnel de la Fondation Marie Vincent

Ressources du milieu

- DPJ
- CALACS
- PIMS

Autre information importante

Date d'adoption du plan de lutte par le conseil d'établissement

16 juin 2026

Numéro de résolution

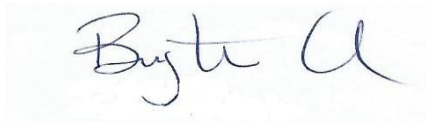
CÉ26-06-08-88

Date d'évaluation annuelle des résultats par le conseil d'établissement

16 septembre 2026

Date de révision annuelle du plan de lutte

Juin



Signature de la directrice de l'établissement

19 juin 2026

Date

